Lahore (Pakistan) : PepsiCo réagit à la formation d'un nouveau syndicat en attaquant les droits

mercredi 5 octobre 2016, par IUF (Date de rédaction antérieure : 8 septembre 2016).

La direction de l'usine Frito-Lay de Lahore, Pakistan, a réagi à la formation et à l'enregistrement officiel d'un syndicat comptant 650 membres en harcelant et en transférant les responsables syndicaux et en cherchant à violer les droits de négociation collective du syndicat en créant un syndicat fictif.

Depuis l'enregistrement du syndicat des travailleurs/euses PepsiCo, dont les droits de négociation collective ont été officiellement reconnus (article en anglais), la direction a imposé des sanctions disciplinaires aux responsables syndicaux sous des prétextes fallacieux et a transféré le président du syndicat à un autre site pour l'empêcher d'avoir des contacts avec les membres. La direction a également promu un syndicat national fictif en affirmant qu'il représente les travailleurs/euses de deux sites différents de façon à saper la demande des travailleurs/euses du site de Lahore pour la négociation d'une convention collective. Elle a enfin refusé d'accorder des heures supplémentaires aux membres syndicaux et exercé des pressions pour qu'ils/elles quittent le syndicat.

Les travailleurs/euses de ce site ont initialement formé un syndicat en réaction à l'utilisation abusive de travailleurs/euses précaires procurés/es par des fournisseurs de main d'œuvre, une situation qui les prive d'un emploi permanent alors qu'ils/elles travaillent à l'usine depuis des années.

De nombreux travailleurs et travailleuses ont organisé des actions de protestation devant les grilles de l'usine, demandant que la société cesse ses attaques contre les droits et négocie de bonne foi. Vous pouvez soutenir leur lutte : UTILISEZ LE FORMULAIRE POUR ENVOYER UN MESSAGE À PEPSICO [1], demandant à la société de respecter les droits syndicaux au site de Lahore et de mettre fin à sa complicité dans la violation des droits des travailleurs d'un entrepôt au Bengale-Occidental, Inde, sous contrat exclusif avec PepsiCo, injustement licenciés pour avoir défendu leurs droits et que l'employeur refuse de réembaucher.

Lettre

To Ms Indra Nooyi, Chief Executive Officer, PepsiCo Inc.
Cc Ms Carolyn Fisher, Vice President of Global Labor Relations, PepsiCo Inc.

Dear Ms Nooyi,

I am deeply concerned that PepsiCo management in Lahore, Pakistan has responded to the legal recognition of the PepsiCo Workers' Union with full collective bargaining rights by violating the rights of the union and its members. Union officers have been transferred out of the plant and face

disciplinary proceedings on false charges. Management has responded to the union's lawful and legitimate collective bargaining demands by promoting a bogus national union claiming to represent workers at the PepsiCo concentrate factory as well as the Lahore plant in order to undercut the Lahore PepsiCo Workers' Union's right to negotiate a collective agreement.

I call on you to immediately cease these violations of basic rights, reinstate the union president to his position at the Lahore plant, drop all disciplinary proceedings and other forms of harassment against union officers and members and negotiate in good faith with the legally recognized union. PepsiCo should also act to end ongoing complicity in violations of the rights of unfairly dismissed workers at the RKFL warehouse in West Bengal by using its influence with the warehouse provider to ensure that RKFL reinstates the 28 dismissed workers defended by the IUF, with stable employment and guarantees that their rights to union membership and collective bargaining are fully respected.

Yours sincerely,

****

Traduction :

A Mme Indra Nooyi, Présidente et directrice générale, PepsiCo Inc.
A Mme Carolyn Fisher, Vice-présidente des relations mondiales du travail, PepsiCo Inc.

Madame,

Je suis profondément préoccupé/e par le fait que la direction de PepsiCo du site de Lahore, Pakistan, ait réagi à la reconnaissance légale du droit de négociation collective du syndicat des travailleurs/euses PepsiCo en violant les droits du syndicat et de ses membres. Les responsables syndicaux ont été transférés à d'autres sites et ont fait l'objet de sanctions disciplinaires sous des prétextes fallacieux. La direction a également réagi à la demande légale et légitime du syndicat de négocier une convention collective en promouvant un syndicat national fictif qui représenterait soi-disant les travailleurs/euses du site de fabrication de concentré de PepsiCo et du site de Lahore pour saper le droit du syndicat des travailleurs/euses de PepsiCo de Lahore à négocier une convention collective.

Je vous appelle à mettre immédiatement fin à ces violations des droits fondamentaux, à réintégrer le président du syndicat à son poste à l'usine de Lahore, à abandonner toutes les procédures disciplinaires, à cesser toutes formes de harcèlement des membres et responsables syndicaux et à négocier de bonne foi avec le syndicat légalement reconnu. PepsiCo doit également prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à sa complicité dans la violation des droits des travailleurs injustement licenciés de l'entrepôt de RKFL au Bengale-Occidental en utilisant son influence auprès de son fournisseur pour s'assurer qu'il réintègre les 28 travailleurs licenciés défendus par l'UITA, avec un emploi stable et la garantie que leurs droits à être syndiqué et à négocier collectivement sont pleinement respectés.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de ma considération,

Voir en ligne : Pour envoyer un message :

P.-S.

* https://www.iufcampaigns.org/campaigns/show_campaign.cgi?c=1017

Notes

[1] Disponoble ici : https://www.iufcampaigns.org/campaigns/show_campaign.cgi?c=1017